

FRANCE BLEU CREUSE. En direct. Aujourd'hui, entre 14 heures et 14 h 30, Valérie Trunde propose aux auditeurs de France Bleu Creuse d'apprendre à mieux se nourrir. Une consultante en nutrition, Aurélie Menut, répondra ainsi à toutes les questions des auditeurs, gourmets et gourmands, en direct au 05.55.52.37.38 pendant une demi-heure. ■



CINÉMA. « Mauprat » de Jean Epstein. C'est la première fois que le film de Jean Epstein est projeté en Creuse, où pourtant son tournage a eu lieu dans les années vingt. Ce soir, Le Sénéchal à Guéret accueillera ce film inspiré de l'œuvre de Sand et le pianiste Alain Guittet pour l'accompagner. Rés. au 05.44.30.23.14 (entrée gratuite). ■

URGENCES

FRANCE ADOT 23.
Tél. 06.25.41.31.47.

SERVICE DE GARDE MÉDECIN.
Tél. 05.55.41.82.02

PHARMACIE.
Tél. 32.37.

URGENCES

SAPPEURS-POMPIERS.
Tél. 18.

SAMU.
Tél. 15.

POLICE-SECOURS.
Tél. 17.

SERVICE ROUTES.
RN 145, tél. 0820.102.102, routes départementales, tél. 05.44.30.29.00.

NUMÉROS UTILES

EDF-GDF.
Dépannage électrique, tél. 0810.333.323 ; dépannage gaz, tél. 0.800.47.33.33.

Creuse → L'actualité

POLITIQUE ■ Le conseil général a voté hier son budget 2014 dans un contexte houleux

Le calice jusqu'à la lie... ou presque

Scission de la majorité, mise en minorité sur les transports avant un sauvetage in extremis, volte-face : les socialistes ont été secoués. Et Jean-Jacques Lozach en ressort ébranlé.

Philippe Bonin

Comment défendre localement une politique nationale à laquelle les socialistes ne semblent plus réellement adhérer, à une politique qui fissure les rangs de la gauche tout entière ? En se disant que la Creuse, à l'image de Jean-Jacques Lozach, a résisté à la « bérézina », en se remettant en cause, en espérant des jours meilleurs avec « un gouvernement de combat ». Mais en attendant, le président du conseil général et sénateur éprouve les pires difficultés à tenir sa majorité, avec en toile de fond la réforme cantonale. Au point de ressortir fragilisé même s'il préserve l'essentiel, le vote de son budget (9 contre, 5 abstentions, 13 pour).

« Conserver des marges de manœuvre »

Oui, Jean-Jacques Lozach, aidé des seuls Eric Jeansannetas et Jean-Luc Léger, a dû batailler ferme pour défendre son bilan comptable, avancé une gestion rigoureuse, sans nier les difficultés liées aux baisses des dotations d'État (-780.000 €), à l'augmentation de 2,2 % des dépenses d'aides sociales (85 M€). Alors que « les recettes se sont



SCISSON. René Roulland et Philippe Breuil ont décidé de quitter la majorité pour créer leur groupe où siègera François Radigou. PHOTO BRUNO BARLIER

révélées inférieures aux prévisions initiales », précise-t-il en attendant une dotation de 7,8 M€ de l'État au titre de la compensation des aides sociales « un premier pas historique ». L'effet de ciseau provoqué par des ressources en baisse ou suppression de la taxe professionnelle et de dépenses sociales obligatoires constantes, a placé les départements dans une situation difficile », analyse J.-J. Lozach dont l'objectif est de limiter « autant possible l'endettement afin de conserver des marges de manœuvre ». Un endettement de 84 millions avec une capacité de remboursement en sept ans seulement.

Avec un budget de 244 M€ en baisse de 2 M€ (hors régularisation comptable), le Départe-

ment contient ses dépenses de fonctionnement et de personnels (40 M€), réduit ses investissements (45,1 millions contre 47,7 en 2013) et augmente sa fiscalité de 1,5 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Autant de mesures permettant au conseil général de maintenir ses efforts en direction de l'éducation, la culture, de la jeunesse, le développement économique...

Par ailleurs, « le département portera son emprunt au même volume que l'année dernière, (12 M€), afin de soutenir l'activité économique », explique J.-J. Lozach, sans cacher que cette politique se réalise au moyen de « mesures draconiennes d'économies ».

Dans ce contexte, le budget de la voirie paie un lourd tribut, en

baisse de 3 M€ avec un ralentissement des nouveaux programmes et la déviation de Fellestin pourrait bien passer à la trappe. Un budget voté à quelques voix près malgré l'intervention de J.-J. Lozach soucieux de rappeler que l'entretien des routes ne serait pas affecté. Le président du conseil général avait senti le vent du boulet le frôler, les socialistes allaient l'encaisser de plein fouet en étant mis en minorité sur le budget des transports scolaires, avec en filigrane les 750.000 € annuels alloués pour financer le budget de transport lié à la réforme des rythmes transports scolaires.

En minorité sur les transports

Pas question, pour 14 conseillers d'approuver une réforme trop onéreuse pour les collectivités locales, quitte à se passer d'1 M€ de récupération de TVA. « Pour un seul exercice budgétaire », a dénoncé Philippe Breuil évoquant une « coquinerie comptable ». Tour à tour, lui, la droite, Daniel Dexet (PC), René Roulland (DVG) ont dénoncé le désengagement de l'État, Patrick Aubert (St-Sulpice-les-Champs) apportant sa caution à la fronde tout comme François Radigou qui avait donné pouvoir. Et ce, malgré les tentatives d'Éric Jeansannetas et de Jean-Jacques Lozach, l'un rappelant le bien-fondé de cette réforme scolaire, le second soulignant l'impact, 280.000 €, sur le budget 2014, la réforme n'entrant en vigueur qu'en septembre pour une centaine d'écoles. Et de prévenir : « Si vous ne va-

Réforme cantonale : le Département engage un recours

Au lendemain de la gifle historique reçue par les socialistes, certains conseillers généraux se sont chargés hier d'en donner une seconde lors d'une assemblée plénière où l'examen du budget aura été largement relégué au second plan.

Entre une droite revigorée par Valérie Simonet réclamant un vote à main levée pour que le Conseil général dépose un recours devant le conseil d'État sur la réforme cantonale, le coup de gueule de René Roulland, l'amertume du communiste Daniel Dexet, les charges à l'encontre des socialistes se sont multipliées. Le tout devant une

« Cette gifle sanctionne aussi des politiques locales »

majorité qui a tenté de faire bonne mine, s'attachant à recentrer le débat sur l'ordre du jour, les comptes. Peine perdue durant une bonne partie de la matinée.

noncé la création d'un groupe indépendant qu'intégrera Philippe Breuil (La Courtière) et probablement François Radigou (Evau). « Échec patent du gouvernement en matière d'emploi, de croissance, de prélèvements fiscaux, dans le domaine avec la réforme scolaire », il a énuméré les griefs, évoquant « le manque de cohérence, de lisibilité, le virage improvisé du pacte de responsabilité... ».

« Cette gifle sanctionne aussi des politiques locales, comme à Fellestin où la sénatrice a été battue en raison de sa gestion et des opérations de déstabilisation émanant d'Aubusson », a

embrayé R. Roulland, parlant de « la très difficile élection de Bourganeuf », de l'arrivée du FN à Guéret malgré « une union de la gauche aux forces ». Zone blanche, état des urgences dans le sud..., il n'a rien épargné à la majorité départementale.

Stoïque, Jean-Jacques Lozach a fait face sans cacher « la bérézina » de son parti. « C'est une défaite profondément injuste avec des maires de gauche qui disposaient de bons bilans. Les raisons, on les connaît, la courbe du chômage qui n'a pas été inversée, le manque de cohérence, les couacs à répétition, les affaires politico-judiciaires »,

liez pas ce budget, une compétence obligatoire, c'est le préfet qui l'inscrira d'autorité. C'est une fuite de vos responsabilités. »

Vaines menaces, devant des socialistes estomaqués, courroucés, silencieux où menaçant, tel J.-J. Lozach : « L'indiscipline a ses limites. Si vous votez contre, il n'y a plus de transports des demain les conventions de venant caduques. Vous avez des comptes à rendre. Au lieu de vous arc-bouter sur des positions idéologiques et la défense de prés carrés, faites preuve de responsabilité et évitez d'alimenter le discrédit en politique », a-t-il lancé. Une suspension de séance et quelques tractions en coulisses plus tard, Daniel Dexet et Patrick Aubert viraient casaque en s'abstenant et permettant aux socialistes de sauver le budget transport. Stupéfiant retournement justifié par la soudaine volonté de ne pas « prendre le risque de ne pas » atteindre au fonctionnement des transports.

Les Divers Gauche et la droite en sourient encore. Une droite inquiète de la dégradation de l'emploi, de la perte du pouvoir d'achat, du prélèvement sur les retraites, de la hausse de la fiscalité, de la baisse des investissements faute de dotation... Valérie Simonet a égrainé tous les maux, prévoyant des mesures encore plus drastiques l'an prochain. « Aujourd'hui nous avons l'impression d'assister à un dépot de bilan et d'avoir été invités à un enterrement ! ». De quoi, de qui ? ■

reconnait-il, soucieux de nuancer l'ensemble. « Peut-être n'avons-nous pas eu une vision juste de la crise lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. En Creuse, l'échec national n'a pas eu lieu », a remarqué le président Lozach. Marque la plus significative des atterrissements des socialistes, la spectaculaire volte-face de Lozach, justifiée dans « un souci d'apaisement ». Après avoir refusé soumettre au vote le recours juridique devant le Conseil d'État sur la réforme de la carte cantonale, recours réclamé par Valérie Simonet, il a accepté et demandé à son camp de voter la requête. ■